



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20231114-2023_56-DE



DÉLIBÉRATION

2023/56

FIXATION DU BAREME DE REMUNERATION DES INTERVENANTS POUR LES CONCOURS OU EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISES PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 14 Novembre 2023 à 15 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiée, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 modifiée, relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2010-235 du 10 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement ;

Vu le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et avancements de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale et notamment les articles 26 et 27 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2006 fixant le taux de l'indemnité spéciale allouée aux intervenants extérieurs nécessaires au déroulement des épreuves pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur ou de directeur dans les conservatoires à rayonnement communal ou intercommunal, les conservatoires à rayonnement départemental ou les conservatoires à rayonnement régional ainsi qu'aux personnels spécialisés apportant leur concours au déroulement des épreuves de l'examen du diplôme d'Etat de professeur de musique en qualité d'accompagnateur ;

Vu la délibération 2017-03 du Conseil d'Administration portant mise à jour du barème de rémunération des intervenants pour les concours ou examens professionnels organisés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'Administration qu'il résulte des dispositions susvisées que les Centres de Gestion peuvent fixer librement la rémunération de leurs intervenants en matières de concours et examens professionnels, en veillant à la bonne gestion des deniers publics et en appliquant des rémunérations adaptées aux épreuves et pratiques locales, principe confirmé par la Direction Générale des Collectivités.

Il rappelle que, dans le cadre de l'harmonisation des pratiques et des procédures mise en œuvre entre les CDG dans le cadre de leur mission d'organisation des concours et des examens professionnels, le conseil d'administration a adopté en 2017 les principes de rémunération des intervenants concours et examens professionnels proposés par la Fédération Nationale des Centres de Gestion (FNCDG) et l'Association Nationale des Directeurs de Centre de Gestion (ANDCDG), figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Ces principes généraux règlent la rémunération des intervenants en matière de :

- ✓ Conception et test de sujets,
- ✓ Travaux de correction de copies,
- ✓ Rémunération des épreuves d'admission,
- ✓ Rémunération des intervenants des épreuves pédagogiques de la filière artistique.

Il indique que les travaux du groupe de travail « concours » du schéma de mutualisation régional ont montré des différences de pratiques entre les 5 Centres de Gestion des Hauts de France en ce qui concerne la rémunération des corrections de copies.

Il propose d'augmenter le montant de la rémunération des corrections de copies en appliquant le coefficient 1 au lieu du coefficient 0.7 au taux horaire déterminé conformément au barème pour les corrections intervenant à compter du 1^{er} janvier 2024.

Par ailleurs, dans le même esprit d'harmonisation, la commission recrutement concours de l'ANDCDG a validé, le 5 juillet 2023, la révision du barème de rémunération proposé par la Cellule Pédagogique Nationale pour actualiser, d'une part, la nature des épreuves et le type d'opération afin de tenir compte des modifications réglementaires intervenues, notamment dans les filières Incendie et Secours et Médico-sociale et, d'autre part, réévaluer le nombre maximum d'heures rémunérées pour la conception des sujets de certains types d'épreuves en raison de l'investissement demandé pour l'élaboration du sujet et la production du corrigé.

Il demande aux membres du Conseil d'administration d'adopter les barèmes de rémunération actualisés des concepteurs de sujets des concours et examens professionnels applicables pour les commandes réalisées à compter du 1^{er} janvier 2024 tels qu'indiqués en annexe 2 de la présente délibération.

Ces barèmes évolueront automatiquement avec les modifications des indices leur servant de base et le cas échéant, de la durée légale annuelle du temps de travail. Les différents éléments seront automatiquement indexés au point d'indice dès que celui-ci sera modifié par voie réglementaire.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* les évolutions des coefficients et barèmes de rémunération des concepteurs de sujets et correcteurs pour les concours et examens professionnels figurant en annexe 1 à compter du 1^{er} janvier 2024 ;
- ♦ *ADOpte* les barèmes de rémunération des concepteurs et testeurs de sujets figurant en annexe 2 à compter du 1^{er} janvier 2024.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 14 novembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY